

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



ARABIE SAOUDITE :

PETROLE ET ISLAM, LES DEUX PILIERS DU POUVOIR SAOUDIEN.

Mémoire de géopolitique
du Capitaine de Corvette (BEN) Claude RENARD
dans le cadre du séminaire de « Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Monsieur l'Ambassadeur BONNEFOUS

Avril 2002

Arabie saoudite :
Pétrole et Islam, les deux piliers du pouvoir saoudien.

SOMMAIRE

- Etat des lieux : l'Arabie saoudite face à ses défis
- L'émergence d'une puissance pétrolière (1920-1950)
- L'émancipation pétrolière (1950-1973)
- La manne pétrolière, facteur d'islamisation (1973-1982)
- le contre-choc pétrolier (1982-1990)
- La guerre du Golfe et ses conséquences (1990-2001)
- l'après 11 septembre 2001

Introduction

Peu de pays au monde ont pris, en quelques décennies, autant d'importance économique, financière, stratégique et diplomatique que le Royaume d'Arabie saoudite. Ce pays de formation récente, fondé en 1932 et qui porte le nom de son fondateur Ibn Saoud, doit cette importance à deux principaux éléments. En effet, l'Arabie saoudite est placée sous le double symbole de la religion¹ et de l'or noir².

D'une part, la famille royale saoudienne est convaincue qu'elle préside aux destinées d'un pays béni de Dieu. L'Etat qu'elle a créé, où politique et religion sont inextricablement mêlées, lui paraît constituer l'idéal de la société islamique qu'elle se doit d'exporter de par le monde. D'autre part, le poids de l'Arabie saoudite sur l'approvisionnement du marché mondial en pétrole lui a assuré jusqu'à nos jours une incroyable richesse.

A cela se greffe la relation particulière qu'entretient le royaume avec les Etats-Unis. Les relations américano-saoudiennes remontent à la création du royaume lorsqu'un droit préférentiel d'explorer les ressources pétrolières fut accordé aux Américains. Quand en 1938, le pétrole put être produit en quantités importantes, les compagnies américaines feront d'énormes bénéfices et les hommes d'affaires américains prendront une part prépondérante du marché saoudien.

Les fournitures de pétrole d'Arabie saoudite sont d'un point de vue stratégique d'une importance primordiale pour les Etats-Unis et le royaume reste le plus gros client pour les produits américains dans le monde arabe³. Dans la documentation du Département d'Etat américain sur l'Arabie saoudite, il est d'ailleurs écrit : « la position stratégique de l'Arabie saoudite au Proche Orient, ainsi que l'immense richesse de son sous-sol, font qu'il est important pour les Etats-Unis de maintenir leur amitié avec lui ». Des milliers d'étudiants saoudiens font leurs études supérieures aux Etats-Unis et plus de 30 000 américains vivent et travaillent dans le royaume.

Le propos de ce mémoire est d'esquisser comment le royaume a su dans un premier temps profiter de l'évolution de la situation internationale et de ses liens privilégiés avec les Etats-

¹ Le roi d'Arabie saoudite est le gardien des lieux saints de l'Islam que sont Médine et La Mecque.

² L'Arabie saoudite possède un quart des réserves pétrolières mondiales.

³ Il représente le sixième marché mondial pour les produits américains.

Unis pour occuper une place de premier plan au sein du monde des producteurs pétroliers et la manière dont il a su utiliser les dividendes de la rente pétrolière pour asseoir sa position et son influence dans le monde musulman⁴. Il décrira ensuite comment la guerre du Golfe de 1990 va ébranler un système saoudien en continuelle expansion et créateur d'un consensus social autour de ses valeurs wahhabites et remettre ainsi en cause le rôle du leadership saoudien dans le monde musulman. Il se clôturera par des éléments qui suite aux attentats sanglants du 11 septembre 2001, sont potentiellement porteurs d'une nouvelle donne pour l'Arabie saoudite dans le cadre de sa position au sein de l'OPEP, de ses relations avec les Etats-Unis et avec le monde musulman.

⁴ Sunnite.

1 Etat des lieux : l'Arabie saoudite face à ses défis

1.1 Un Royaume islamique et conservateur

L'Arabie Saoudite occupe au Moyen-Orient une place centrale et singulière. Pays gigantesque (2,24 mio km²) avec pour capitale Riyad, occupant l'essentiel de la péninsule arabique, la détermination de ses frontières est restée problématique. Si des accords frontaliers ont bien été jusqu'à récemment signés avec les pays voisins⁵, ils sont potentiellement fragiles en fonction de la découverte de gisements pétroliers. C'est cependant surtout avec le Yémen que les relations restent très conflictuelles. Fabuleusement enrichi par la rente pétrolière, le royaume saoudien a des ambitions qui dépassent le cadre de la péninsule arabique et même du monde arabe. Il est le dispensateur de moyens financiers au monde musulman. Bien que sa puissance se soit émoussée et qu'elle soit contestée par certains, aucun de ses voisins ne semble en mesure de lui ravir sa suprématie.

Royaume islamique et conservateur, relativement récent puisque proclamé en 1932, l'Arabie Saoudite est le gardien des deux plus importants lieux saints de l'Islam, la Mecque et Médine. A ce titre l'étendue du pays est un « horm », un territoire sacré interdit en principe à tout non-musulman et à l'exercice de toutes les autres religions. Le pèlerinage de la Mecque lui confère une influence incontournable dans l'« oumma⁶ ». Et cette influence, Riyad veut jalousement la conserver alors que d'autres pays, comme l'Iran chiite, la contestent de plus en plus fortement. La garde des lieux saints est un enjeu considérable et l'honneur revient à la dynastie des Saouds de l'avoir ravie aux Turcs pour la rendre aux Arabes. Théologiquement, la monarchie saoudienne est régie par l'austère doctrine Wahhabite strictement appliquée dans l'ensemble du pays. Cependant, pour certains, la manne pétrolière a perverti les puritains saoudiens et provoquer des réactions en dehors du pays. Les Chiïtes iraniens ont ainsi demandé que les lieux saints soient placés sous le contrôle de représentants de la communauté islamique et non plus sous celui de la dynastie saoudienne dont ils dénoncent l'hypocrisie et la dépravation.

⁵ Accords avec le Qatar en 1965, le Koweït en 1969, Abu Dhabi en 1974, Oman en 1990 et le Yémen en 1995, 1998 puis 2000.

⁶ L'oumma ou umma signifie la communauté des croyants (la fraternité de la Foi).

1.2 Une volonté d'assumer un leadership régional

Premier producteur mondial de pétrole, l'Arabie Saoudite utilise ses richesses énergétiques pour garder son leadership régional et jouer un rôle politique sur la scène internationale. Le pays est tout d'abord la tête de pont du dispositif militaire des Etats-Unis dans le Moyen-Orient. Il préside l'Organisation de la conférence islamique établie à Djedda et est à l'origine de la création de l'OPEP dont il apparaît comme le chef de file. L'Arabie y impose sa discipline à travers l'attribution de quotas qui doivent assurer la stabilité du marché et la fixation des prix. Elle est à l'origine, par souci sécuritaire, de la création du Conseil de Coopération du Golfe en 1981 (avec Bahreïn, les EAU, Koweït, Oman et Qatar) après la révolution islamique en Iran et le déclenchement du conflit Iran Irak. L'Arabie ambitionne aussi d'entrer dans l'Organisation Mondiale du Commerce et de créer une zone de libre échange avec l'Union européenne.

Dans le même temps, Riyad finance divers mouvements islamistes présents dans de nombreux pays (Algérie, Soudan...), mouvements régulièrement montrés par Washington comme étant des organisations terroristes. L'Arabie est ainsi le pilier de l'aide aux mouvements islamistes, aide amorcée dans les années 1970 et accélérée dans les années 1980 avec l'aval des Etats-Unis pour lesquels il s'agissait d'une antidote à la subversion communiste.

Dans les années 1980, l'aide saoudienne aux islamistes vise à contrer l'influence des chiites iraniens contestant à l'Arabie sunnite le rôle de gardien des Lieux saints. Mais la guerre du Golfe de 1991 a modifié les équilibres de la région⁷. Ce conflit a démontré qu'au sein du monde musulman dont elle veut être le phare théologique, l'Arabie saoudite est esseulée et ne peut être défendue que par les Etats-Unis qui sont les alliés d'Israël alors que l'Etat Hébreu subit les opérations du Hamas, soutenu par les fonds saoudiens.

1.3 Les défis

Si l'Arabie a réussi à se moderniser rapidement en quelques décennies, elle doit à présent faire face à des problèmes internes d'ordre économiques, démographiques et de société :

⁷ L'Arabie pour se protéger de la menace irakienne, a dû accepter l'aide américaine lors de l'invasion du Koweït par l'Irak.

Première source d'inquiétude, l'Arabie saoudite connaît actuellement une crise économique. La guerre du Golfe a coûté très cher, ponctionnant par la même les réserves de devises du pays. De plus, les revenus du pétrole sont devenus aléatoires et la balance des paiements après des décennies d'excédents a connu ces dernières années des déficits. La situation économique n'est certes pas dramatique mais les saoudiens et leurs princes vont devoir apprendre l'austérité.

Ensuite, si l'Arabie saoudite a réussi à faire sortir pratiquement tous ses habitants de la misère, il n'y a actuellement plus assez de pétrodollars pour prolonger le miracle, notamment parce qu'il faut les répartir entre un nombre toujours croissant de citoyens. Si la prospérité continue grâce aux revenus du pétrole, la démographie galopante a modifié la redistribution des richesses. Le PIB⁸ annuel par habitant est ainsi passé de 32 000 euros en 1980 à 8 000 euros aujourd'hui. La génération du baby-boom⁹, engendrée par les immenses richesses tirées du pétrole au cours des années 70, entre aujourd'hui sur un marché du travail qui n'est à même de fournir un emploi qu'à un candidat sur deux¹⁰. Les perspectives d'avenir pour la jeunesse sont donc sombres. Pour tenter de remédier à cette situation, des lois relatives à la « saoudisation », sont entrées en vigueur il y a cinq ans. Elles avaient pour objectif l'élimination progressive du besoin de main d'œuvre immigrée qui représente plusieurs millions de travailleurs. Conformément à ces lois, le nombre de salariés saoudiens devait augmenter de 5% par an dans toutes les entreprises dont 25% des employés devaient être saoudiens en 2001. Mais la norme n'a pas été atteinte car si les banques tiennent sans problèmes le quota, les entreprises où la manutention est importante demeurent très en deçà. A l'heure actuelle, le taux de chômage est officiellement estimé à 18%¹¹ avec un taux certainement plus élevé parmi les récents diplômés et les perspectives d'avenir ne sont pas brillantes.

Finalement, le pays est confronté à une contestation interne. Avec un quart des réserves pétrolières mondiales, c'est un véritable trésor que foulent quotidiennement les millions de Saoudiens. Mais cette richesse est en grande partie accaparée par la famille royale et ses milliers de princes qui la gère sans aucun contrôle extérieur. En Arabie, la frontière entre argent public et revenus princiers est des plus ténue, voire quasi inexistante.

⁸ Produit intérieur brut.

⁹ 59% de la population a moins de 25 ans.

¹⁰ Sans compter que seul les hommes sont ici comptabilisés ; en effet, les femmes ne travaillent pratiquement pas.

¹¹ Or, il y a à peine dix ans, le chômage n'existait pas dans le pays.

Les revenus pétroliers ont cependant permis de financer la modernisation du pays et la réalisation de plans qui ont successivement accordé la priorité aux infrastructures, au développement de l'agriculture et à la gestion des ressources humaines. Mais pour pouvoir contrôler le pactole pétrolier, la dynastie saoudienne a choisi l'immobilisme politique en gardant entre les mains tous les leviers du pouvoir, sous la bénédiction des oulémas¹² wahhabites alliés traditionnels de la monarchie.

Depuis la guerre du Golfe, ce strict conservatisme commence à engendrer une contestation à l'intérieur du pays. Il s'agit tout d'abord de la contestation d'une certaine jeunesse saoudienne, formée dans les universités anglo-saxonnes et qui aspire à davantage de liberté et de modernité. Ensuite, vient la contestation des partisans d'un islam moins corrompu par l'argent, plus fidèle aux valeurs puritaines du Coran et jugeant le royaume dégénéré en raison de ses liens avec les Etats-Unis. Enfin, l'Etat saoudien repose sur un pacte féodal qui assure au pays une relative stabilité depuis près de deux siècles et demi : les tribus font allégeance à la plus puissante d'entre-elles, les al-Saoud, en échange de sa protection. C'est ce pacte qui fonde et légitime la monarchie. Or des saoudiens estiment qu'en appelant des armées étrangères et non musulmanes à son secours lors de la guerre du Golfe, le gouvernement s'est parjuré. Du coup, en dépit de la victoire, ils s'interrogent sur la légitimité de la famille régnante.

Si la stabilité du pays ne semble pas devoir être menacée à court terme, cette situation à risques n'est pourtant pas de nature à rassurer ses partenaires américains et européens.

¹² Les oulémas ou oulamas sont les docteurs en théologie du Royaume. Ils sont estimés, avec leurs familles, à près de 10 000 personnes au minimum. Une vingtaine d'entre eux, nommés par le roi mais en pratique cooptés par leurs pairs par consensus avec le roi, forment le Conseil des grands oulémas.

2 L'émergence d'une puissance pétrolière (1920-1950)

2.1 L'enjeu du pétrole

La première concession pétrolière en Arabie Saoudite a été accordée en 1923 par Ibn Saoud à un consortium britannique. Elle est déclarée vacante en 1928 puis accordée, en 1933, à une filiale de la Standard Oil Company of California (SOCAL) qui y trouve du pétrole.

L'enjeu du pétrole se dessine à cette époque. L'accès aux ressources pétrolières a complètement renouvelé les enjeux régionaux en modifiant une géopolitique jusque là définie par la route des Indes. Les deux principaux producteurs sont alors les Etats-Unis et la Russie tsariste. L'Angleterre dans son désir de ne pas dépendre des Etats-Unis ou de la Russie, cherchera donc à prendre le contrôle d'une source indépendante de production pétrolière. Ce sera la Perse qui restera jusqu'en 1927, le seul producteur du Moyen-Orient. La France suivra l'exemple britannique et fondera peu après la Compagnie Française des Pétroles (CFP).

Les Etats-Unis craignant un épuisement rapide de leurs réserves intérieures, se montrent hostiles à la tentative de monopolisation du pétrole du Moyen-Orient par les Franco-Britanniques. Au nom de la doctrine du libre accès, ils y exigent la participation des grandes compagnies pétrolières américaines, les majors¹³. Ces compagnies américaines ne veulent pas être privées de la nouvelle zone de production au Moyen- Orient car elles se sont déjà partagées l'exploitation des ressources pétrolières mondiales. En effet, si une grande partie de l'exploitation pétrolière aux Etats-Unis est le fait de petites compagnies indépendantes, le domaine réservé des grandes compagnies est justement l'étranger. Après de longues années de négociations et de pressions politiques, les Etats-Unis échangent la doctrine du libre accès pour une participation à l'exploitation du pétrole du territoire de l'ancien Empire ottoman. Au sein de la compagnie ainsi créée, l'IPC¹⁴, un accord¹⁵ interdit aux compagnies actionnaires d'exploiter unilatéralement des gisements de pétrole dans les limites de l'ancien Empire ottoman : l'Arabie saoudite y est incluse mais l'Iran et le Koweït en sont exclus.

L'accord de la ligne rouge ne concerne pas les compagnies non membres. Les années 1920 et

¹³ Elles sont au nombre de cinq : la Standard Oil of New Jersey, la Standard Oil of California (SOCAL), la Socony Mobil Oil, la Gulf Oil et la Texaco.

¹⁴ Iraq Petroleum Company.

¹⁵ Accord dit « de la ligne rouge » conclu en 1928.

le début des années 1930 sont une période d'excès d'offre par rapport à la demande. Aussi, l'IPC est hostile au développement de nouvelles zones d'exploitation et refuse de participer à la prospection en Arabie saoudite ; elle laisse ainsi la place aux compagnies américaines non membres de l'IPC.

2.2 La mainmise américaine sur le pétrole

La SOCAL obtient en 1933 une concession en Arabie saoudite ; en 1936, elle s'y associe à la Texaco. Cette association conduira à l'apparition de l'Arab American Oil Company (Aramco) ayant le monopole d'exploitation du pétrole d'Arabie Saoudite¹⁶. La production reste cependant marginale ; en 1939, la production de pétrole au Moyen-Orient est de +/- 16 millions de barils contre 170 millions pour les Etats-Unis et 30 millions pour l'Union soviétique¹⁷. L'industrie du pétrole nécessite des investissements considérables, en particulier dans la phase d'exploitation. Les forages coûtent cher et avant qu'un gisement ne devienne économiquement rentable, il faut en creuser beaucoup. De même, l'infrastructure de transport (oléoducs, terminal pétrolier, navires pétroliers) exige des capitaux très importants, surtout si l'essentiel de la production est exportée. La concession comporte une redevance annuelle cumulée avec un loyer. Pour l'Arabie, les redevances constituent le moyen de commencer à entreprendre son œuvre de modernisation¹⁸. Mais, dans ce pays d'économie traditionnelle, la compagnie pétrolière devient vite un Etat dans l'Etat avec un réseau de routes, de dispensaires médicaux, d'écoles techniques chargées de former le personnel, voire de véritables villes. Les postes de responsabilités sont tous confiés à des Occidentaux expatriés.

Le pétrole extrait au Moyen-Orient est essentiellement destiné au marché européen où il entre en concurrence avec le pétrole américain. Or les frais de production y sont bien plus faibles que ceux des Etats-Unis et le pétrole moyen-oriental risque d'éliminer du marché européen le pétrole américain. Pour pallier à ce danger, les majors ont signé un accord amenant au même prix en Europe le pétrole venu des Etats-Unis et celui du Moyen-Orient. Comme ce dernier est moins cher à la production, le bénéficiaire y est plus important. Ce système a l'avantage de permettre de maintenir les exportations américaines vers l'Europe. Or, à la fin des années 1940, les Etats-Unis cessent d'être exportateurs de pétrole pour commencer à en importer. Les

¹⁶ Le fait d'avoir en tête le terme « Arab » dénote la volonté de se démarquer des Britanniques qui mettent le terme « Anglo » en premier lieu.

¹⁷ Quid 2001.

¹⁸ L'économie de la rente pétrolière ne commencera cependant à se mettre réellement en place que dans la seconde moitié des années 1950.

majors équilibrent alors les prix des deux provenances au niveau de New York et non plus de l'Europe.

Cette politique marque l'écrasante domination des Etats-Unis sur le marché mondial. Au travers des majors, ils contrôlent l'intégralité du processus pétrolier : la production sur place, le transport avec leurs flottes de pétrolier et leurs oléoducs, la transformation avec leurs raffineries et la vente au consommateurs avec leur réseau commercial de distribution. Les compagnies sont devenues des puissances économiques qui sans consulter les pays producteurs, fixent arbitrairement les prix à la production qui servent de référence pour le paiement des redevances¹⁹. Il faut attendre la fin des années 1940 pour que les impôts soient versés au pays producteur. Ce système, bâti durant l'entre-deux-guerres, assure de larges bénéfices aux majors et un prix de vente assez bas et stable du pétrole.

2.3 L'Arabie saoudite au rang de premier partenaire arabe des Etats-Unis

Durant la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis devenus la première puissance mondiale, ont découvert l'importance géostratégique de cette région. Le principal acquis de l'Arabie saoudite durant cette période est son accession au rang de premier partenaire arabe des Américains. Anticolonialistes, les Américains sont devenus populaires. Face aux Britanniques, ils contestent les monopoles constitués les décennies précédentes. Dans les premiers mois de 1945, le bras de fer américano-britannique se poursuit en Arabie saoudite. Les Britanniques réduisent leur aide financière au Royaume tandis que les Américains maintiennent la leur²⁰. En 1946, un prêt est accordé pour permettre aux finances saoudiennes de faire la soudure avec l'accroissement des revenus pétroliers. L'émir Fayçal se rend à Washington en juillet et août 1945. Il se félicite de l'accroissement de la présence américaine, mais marque bien, au nom du roi son père, que le Royaume ne veut pas apparaître comme une propriété américaine, cela d'autant plus que deux villes saintes de l'Islam²¹ en font partie.

Après 1945, le pétrole va jouer un rôle essentiel. En effet, le plan Marshall de reconstruction économique de l'Europe est fondé sur l'utilisation massive de cette source d'énergie. Le charbon décline régulièrement alors que la consommation de pétrole va doubler tous les dix ans. Pour les compagnies pétrolières, cette croissance économique sans précédent repose sur

¹⁹ De plus, l'Aramco paye ses impôts aux Etats-Unis et non en Arabie Saoudite.

²⁰ Ils envoient une mission militaire entraîner l'armée saoudienne et obtiennent la possibilité d'établir une base aérienne à Dharan, base destinée à être ultérieurement rétrocédée aux saoudiens.

le contrôle complet du processus pétrolier, sur la relative entente des majors dans leur politique générale en matière de concessions et de prix et sur le maintien d'un léger excédent de l'offre sur la demande afin d'empêcher toute tension sur les prix. Tant que les majors contrôlent l'offre et la demande, elles contrôlent les prix et les localisations de la production.

Dans la même période, le gouvernement américain perçoit, une nouvelle fois, le danger d'un épuisement de ses réserves pétrolières. Les stratèges américains définissent le Moyen-Orient comme une zone vitale et en même temps très vulnérable. Mais la démobilisation de l'armée américaine à la fin du conflit mondial rend impossible l'envoi de forces terrestres américaines importante pour protéger cette région.

Pour le transport du pétrole vers la Méditerranée, des oléoducs seront utilisés conjointement avec le transbordement par pétrolier utilisant le canal de Suez. Un oléoduc existe déjà; il traverse la Palestine mais sera fermé lors du premier conflit israélo-arabe. Aussi, l'Aramco, pour valoriser son pétrole, installe un second oléoduc, la Tapline, traversant la Jordanie, la Syrie et débouchant à Saïda au Liban.

2.4 L'Arabie saoudite se positionne dans le monde arabe et musulman

A l'époque, manquant de cadres pour les fonctions élémentaires de l'Etat, le royaume fait appel à des ressortissants des pays arabes voisins pour faire fonctionner un embryon d'administration. A partir du début de l'après guerre, d'ambitieux plans de développement sont lancés grâce aux premiers revenus conséquents de l'exploitation pétrolière.

La personnalité du roi Ibn Saoud donne un grand poids politique à son pays. Le régime saoudien se présente à la fois comme islamique et bédouin. L'Islam puritain des wahhabites est la région officielle de l'Etat qui ne connaît pas d'autre constitution que le Coran. Le système politique est une adaptation de la société bédouine à la modernité. Le roi utilise la polygamie comme instrument de pouvoir. Les princes et les grandes familles tribales occupent les postes essentiels de l'Etat. La succession au trône est réglée selon la loi du séniorat²². Le roi est aidé par son héritier direct, Saoud et par son second fils Faysal qui possède déjà une grande expérience politique grâce à ses nombreux voyages en Occident.

²¹ Médine et La Mecque.

²² Le trône revient au plus âgé des descendants d'Ibn Saoud.

Le roi Saoud va profiter de la protection américaine pour contester les frontières orientales du royaume. Tout au long de la période qui suit la deuxième guerre mondiale, l'Arabie saoudite va entreprendre une politique de grignotage territorial²³. Il faudra attendre 1965 pour régler le conflit frontalier avec le Qatar et en 1969 seulement, un accord sera trouvé avec le Koweït concernant la zone neutre. En août 1974 un accord est signé avec Abu Dhabi et un protocole sera signé en 1990 avec Oman pour régler les questions de frontières. Quant à la question de la frontière avec le Yémen, il faudra attendre 1998 pour voir un réel accord se dessiner.

Le pays ne revendique pas encore la direction du mouvement unitaire arabe mais appuie l'Égypte. Lorsque celle-ci s'affirmera dans les relations internationales comme une puissance, elle sera soutenue par l'Arabie saoudite qui y verra le plus sûr moyen d'entraver les projets de domination du monde arabe des Hachémites de Transjordanie et d'Irak. La convergence de vue des deux États débouchera sur le protocole d'Alexandrie puis la fondation de la Ligue des États arabes (22 mars 1945). Dans le même temps, l'Arabie va obtenir des États-Unis la garantie d'une protection contre tout danger menaçant le royaume.

Grâce à l'appui américain et aux ressources financières venant du pétrole, l'Arabie saoudite va maintenant pouvoir entreprendre une politique de prédication d'un Islam rigoriste et puritain dans l'ensemble du monde musulman.

²³ Contraints au compromis, les Britanniques chercheront à préserver leur influence sur les émirats du Golfe. Ils y réussiront partiellement et aujourd'hui encore, la Grande Bretagne reste liée par des accords de défense à certains émirats.

3 L'émancipation pétrolière (1950-1973)

3.1 L'accès aux dividendes du pétrole

Dès le début des années 1950, le marché pétrolier connaît des transformations qui modifient considérablement ses structures. Elles sont de trois ordres:

D'abord, la part du pétrole du Moyen-Orient dans la production mondiale va croître²⁴. La zone déjà vitale pour les Etats-Unis, le devient maintenant aussi pour les économies européenne et japonaise. Cette évolution se produit dans le cadre d'une hausse vertigineuse de la production mondiale : elle va quintupler en un peu plus de vingt ans²⁵.

Ensuite vient l'apparition de compagnies indépendantes au Moyen-Orient. Il s'agit de compagnies américaines, françaises et italiennes, cherchant à échapper au contrôle des majors. Ces compagnies, pour obtenir leur part du marché, sont prêtes à faire de meilleures conditions aux pays producteurs en prenant des marges bénéficiaires plus faibles.

Enfin, la modification de la situation des pays producteurs. Lancés dans des politiques de modernisation de leur économie, ils disposent désormais d'élites nouvelles capables de mener la confrontation avec les compagnies sur le plan commercial et technique.

L'Aramco comprend rapidement la nécessité d'un aménagement de ses relations avec l'Arabie saoudite. Elle accroît les revenus pétroliers de l'Etat saoudien en acceptant de payer ses impôts à la monarchie et non plus aux Etats-Unis et en procédant à un nouveau partage des revenus sur la base d'une répartition à égalité des bénéfices.

Dans l'Iran voisin, l'Anglo-Iranian a été dans l'incapacité de suivre une telle évolution. Il s'en suivra une nationalisation du pétrole iranien par le premier ministre Mossadeq. Un embargo sur le pétrole iranien s'ensuit. Pour compenser la disparition du pétrole iranien du marché du pétrole, les compagnies opérant dans le golfe vont augmenter leur production. L'affaire réglée par un coup d'état, se soldera par un accord qui donnera à l'Etat iranien un contrôle sur ses

²⁴ De 17% vers 1950 elle sera de 37% en 1973.

²⁵ De 541 millions de tonnes en 1950, elle sera de 1080 millions de tonnes en 1960 puis 2337 millions de tonnes en 1970 et 2847 millions en 1973.

réserves pétrolières. L'évènement constituera un grand pas en avant pour les pays pétroliers dans la prise de contrôle de leurs ressources naturelles.

Dès 1948, la Getty Oil, compagnie indépendante américaine, utilise la faille créée par l'existence d'une zone neutre commune à l'Arabie saoudite et au Koweït²⁶ pour leur demander une concession en échange d'une redevance de l'ordre de 50% de bénéfices sur les prix affichés. Ce système dit du fifty-fifty se généralise rapidement aux autres pays et remplace l'ancien mode de calcul consistant de la redevance. En 1957, la compagnie d'Etat italienne ENI accorde à l'Iran une redevance de l'ordre de 75% sur les bénéfices de la vente sur la base des prix affichés. De nouveau, ce type de contrat se généralise au détriment des majors. L'action des compagnies indépendantes a pour conséquence une augmentation continue de la production et l'offre dépasse la demande à un moment où le gouvernement américain, pour protéger les petites compagnies locales américaines, contingente les importations de pétrole. En conséquence, les majors, pour reprendre le contrôle de la situation et limiter la marge d'action des indépendantes, décident de baisser en février 1959 les prix affichés de 9%, ce qui implique une baisse identique des revenus pétroliers des états producteurs.

3.2 Création de l'OPEP

En réaction, en avril 1959, la Ligue arabe réunit au Caire le premier congrès arabe du pétrole avec des observateurs venus d'Iran et du Venezuela. L'idée d'un organisme de coordination des politiques des pays exportateurs s'y développe. L'Arabie saoudite, le Koweït et l'Irak représentent à eux seuls 40% des exportations mondiales ; si on y ajoute l'Iran et le Venezuela on arrive à 90%.

En août 1960, les majors abaissent de nouveau les prix affichés du Moyen-Orient de 10%. Face à cette politique, les cinq principaux exportateurs mondiaux se réunissent à Bagdad et constituent l'OPEP²⁷ le 15 septembre 1960. L'action de l'OPEP va lentement modifier les structures du marché pétrolier²⁸ et prendre de plus en plus d'importance. En 1975 l'organisation totalisera ainsi pas moins de 13 membres.

²⁶ Et qui se trouve par là même en dehors des concessions déjà accordée par les deux pays.

²⁷ L'organisation des pays producteurs de pétrole.

²⁸ En 1961, le Qatar y adhère, en 1962 la Libye et l'Indonésie, en 1967 Abu Dhabi, en 1969 l'Algérie (observatrice depuis 1963), en 1971 le Nigeria, en 1973 l'Equateur et Dubaï, en 1974 Sharjah et en 1975 le Gabon.

Le début des années 60 est marqué par un excédent de l'offre sur la demande. L'OPEP se bat et obtient un certain nombre de succès. En 1964, la redevance n'est plus déduite de l'impôt sur le bénéfice entraînant une légère augmentation des revenus pour les états producteurs. Le marchandage entre l'OPEP et les compagnies pétrolières pour obtenir de meilleures conditions de vente du pétrole continue. La fermeture du canal de Suez en 1967 modifie les termes de l'échange pétrolier en introduisant une tension sur le marché : au moment où la tendance se traduit par un emballement de la demande avec l'accélération de la croissance économique mondiale, les difficultés nouvelles du transport pétrolier²⁹ ne permettent à l'offre que de suivre difficilement.

La révolution libyenne de 1969 introduit des changements radicaux. Dès son accession au pouvoir, Kadhafi obtient un contrôle et une limitation de la production afin de préserver l'avenir et, en septembre 1970, une hausse des prix affichés de 14%. En décembre 1970, l'OPEP, à la conférence de Caracas, décide de suivre une politique de hausse régulière des prix affichés. Les négociations menées par les pays du Golfe débouchent sur les accords de Téhéran (14 février 1971) qui prévoient une hausse immédiate de 20% des prix affichés assortie d'une hausse annuelle pour tenir compte de l'inflation mondiale et pour faire face à l'accroissement de la demande. Les Etats-Unis n'y sont pas hostiles en raison des coûts supérieurs de la production locale américaine³⁰.

La crise du dollar va encore stimuler le mouvement. Le 15 août 1971, le président Nixon suspend la convertibilité de la monnaie américaine en or. Les pays producteurs de pétrole obtiennent de nouvelles augmentations et une indexation des prix pétroliers sur les fluctuations monétaires. De 1970 au début de 1973, le pétrole du Golfe augmente de 1,20 dollars le baril. Dès 1966, l'OPEP impose le principe de la souveraineté d'un pays producteur sur l'exploitation de ses réserves en hydrocarbures. Le 9 janvier 1968 est fondée l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) dont les membres sont liés par les résolutions de l'OPEP. Le 5 octobre 1972 un accord est signé entre les compagnies concessionnaires et l'Arabie saoudite : au 1^{er} janvier 1973, le royaume recevra 25% du capital des sociétés exploitantes et en obtiendra progressivement la totalité avant 1982.

²⁹ Il faut maintenant contourner l'Afrique et la fermeture de l'oléoduc de la Tapline, reliant l'Arabie saoudite à la Méditerranée, à la suite d'un sabotage dû au FPLP, le 30 mai 1969, va accroître la nervosité du marché.

³⁰ Les petites compagnies américaines n'avaient pas les moyens de résister à la concurrence du pétrole extérieur (hors USA).

3.3 Un nouveau leadership arabe

Un événement essentiel pour l'Arabie saoudite est la mort du roi Ibn Saoud³¹. Son fils Saoud lui succède tandis que Faysal devient prince héritier. Le nouveau roi maintient la politique anti-Hachémite de son père et les liens privilégiés avec l'Égypte. Son action prend un tour violemment anti-britannique et il revendique l'oasis de Buraymi³². La controverse politico-juridique va durer plusieurs années et a pour arrière-plan les ressources en pétrole supposées de cette région. Grâce à ses nouveaux revenus pétroliers, l'Arabie saoudite va soutenir durant cette période les adversaires des Britanniques, provoquant une exaspération profonde chez ces derniers qui accusent les Américains de laisser faire, voire d'encourager les Saoudiens.

En dépit d'une volonté réelle de modernisation de l'infrastructure sociale et économique du pays, Saoud se montre rapidement être un assez piètre chef d'État avec en particulier une gestion brouillonne des finances du royaume, ce qui inquiète la famille royale, véritable détentrice du pouvoir. Très vite tout oppose Saoud et Faysal. Saoud est un véritable bédouin, ayant peu vécu à l'étranger, polygame, aimant le luxe et la dépense. Il a peu de dons pour le gouvernement. Faysal, musulman austère et monogame, est un véritable homme d'État. Il connaît parfaitement les principaux pays occidentaux où il s'est souvent rendu en visites officielles en tant que ministre des Affaires étrangères de son père.

Au début de son règne, Saoud a soutenu Nasser dans sa lutte contre les Hachémites. En 1957, il prend conscience de la menace nassérienne pour son pouvoir et se rallie à la doctrine Eisenhower. Il est cependant discrédité par la tentative d'assassinat de Nasser en 1958 et la famille fait appel à Faysal pour rétablir la situation. Devenu chef du gouvernement, Faysal réorganise l'État et s'oppose au roi. Saoud renvoie son frère mais se montre de nouveau incapable de gérer l'État. Ses dépenses inconsidérées mettent l'État saoudien au bord de la banqueroute financière. Le royaume est ainsi dans une situation difficile quand éclate la guerre du Yémen³³. Le sort de la péninsule arabique avec ses réserves de pétrole est en jeu. La famille royale, détentrice de la véritable légitimité, considère que Saoud est incapable de faire face à un tel danger à un moment où les Américains, traditionnels protecteurs du royaume, ont reconnu la république yéménite et lui accordent une assistance économique. Le 17 octobre 1962, Faysal redevient Premier ministre et rompt les relations diplomatiques avec l'Égypte.

³¹ Le 9 novembre 1953.

³² Qu'Oman et Abu Dhabi, sous protectorat britannique, prétendent aussi être sous leur souveraineté.

Faysal se pose en rival de Nasser et appelle à un rassemblement de l'ensemble des musulmans du monde. En novembre 1963, Saoud essaye une nouvelle fois de reprendre le pouvoir, mais échoue. Finalement, Faysal avec l'appui de l'ensemble de la famille, dépose son frère et devient roi le 2 novembre 1964. Le monarque déposé se réfugie en Egypte où il est accueilli par Nasser.

Faysal aide activement les monarchistes yéménites qui mènent une très efficace guérilla contre les troupes républicaines et égyptiennes. Les Nations Unies entreprennent en vain plusieurs tentatives de médiation. Nasser réalise que pour sortir de la crise, il doit s'entendre avec Faysal³⁴. Un accord est ainsi conclu sur le principe de la neutralisation du Yémen. Cette décision n'est cependant pas respectée. Un second accord est conclu en août 1965 à Djedda³⁵. Les deux protagonistes yéménites refusent de l'appliquer tandis que la Grande-Bretagne décide de se retirer d'Aden en 1968. C'est au IV^e sommet arabe à Khartoum (fin août 1967) que Nasser et Faysal réussirent finalement à s'entendre. Le pays reste une république mais celle-ci prend une orientation politique acceptable pour l'Arabie saoudite. Faysal par son habileté a montré qu'on pouvait victorieusement résister au leadership nassérien.

3.4 La rente pétrolière pour financer le prosélytisme wahhabite

L'importance politique de l'Arabie saoudite s'accroît avec la montée des revenus pétroliers. Faysal sait utiliser ses moyens financiers toujours plus grands pour affermir sa position. La rente pétrolière est utilisée pour améliorer le niveau de revenus de la société saoudienne et l'inciter à ne plus s'intéresser à l'action politique. Une fraction considérable des revenus bénéficie directement ou indirectement³⁶ à la déjà nombreuse famille royale. Le caractère musulman puritain de l'Etat et de la société est renforcé. A l'intérieur comme à l'extérieur, l'islamisme devient un instrument de lutte. Partout dans le monde arabe, Faysal aide à la renaissance des organisations islamistes qui, dans cette période, apparaissent comme les meilleurs alliés de l'Occident face au socialisme arabe. Les Etats-Unis encourage Faysal dans cette voie. En 1965 et 1966, le monarque saoudien lance la formule d'un pacte et d'un sommet islamiques. Son but est de priver Nasser de son rôle de leader en proposant une solution de remplacement à la direction égyptienne du monde arabe. Nasser réussit à

³³ En 1962, un groupe d'officiers en tentant d'y renverser la monarchie, proclame la République. Aussitôt, l'Egypte soutient la nouvelle république et Nasser y envoie un corps expéditionnaire égyptien.

³⁴ Une rencontre au sommet est organisée en septembre 1964, à Alexandrie.

³⁵ Un régime provisoire sera établi au Yémen et un plébiscite décidera de l'avenir du pays.

³⁶ Par la corruption.

s'opposer efficacement à Faysal mais, signe des temps, il n'a plus l'initiative.

A l'époque déjà, il existe en Arabie Saoudite une fusion entre pouvoir politique et islam. Dans le pays, c'est l'islam savant des clercs religieux, les oulémas, qui détient le monopole du discours religieux et qui ainsi édicte le seul discours acceptable sur les valeurs centrales de la société et l'ordre politique. Car, la monarchie saoudienne tire les raisons de son succès d'une alliance passée en 1745 entre l'émir Muhammad Ibn Saoud et un réformateur puritain, Muhammad Ibn Abd al Wahhab. Saoud et ses successeurs ont utilisé la ferveur wahhabite pour éveiller un sentiment pré-nationaliste parmi les tribus qui combattaient l'Empire ottoman, menant ce que al Wahhab appelait le djihad³⁷. L'idéologie wahhabite qui en a découlé a créé les points de doctrine majeurs de l'islamisme contemporain sunnite : l'impératif de revenir aux fondements de l'islam, l'application rigoureuse de toutes les injonctions et prohibitions dans les domaines juridiques, moraux et privés et l'application stricte de la Charia. Mais, elle est également porteuse d'un conservatisme social.

Dès le milieu des années 1950, les frères musulmans égyptiens pourchassés par Nasser trouvent refuge en Arabie saoudite. Ils fournissent au pays qui commence à bénéficier de revenus pétroliers considérables une couche de cadres et d'intellectuels, mieux formés que la plupart des Saoudiens de l'époque. Ils jouent également un rôle influent au sein de l'université de Médine³⁸, une institution où la pensée des Frères est enseignée à des étudiants venant de tout le monde musulman ce qui facilite sa propagation. Beaucoup bâtissent également des fortunes qui seront réinvesties pour partie en Egypte après la mort de Nasser en 1970, contribuant ainsi à la création d'un secteur bancaire islamique qui financera la mouvance militante. Ainsi, dès avant les années 70, un courant où se mêlent oulémas wahhabites et intellectuels islamistes s'est constitué. Il prône une stricte application de la loi islamique dans les domaines politique, moral et culturel mais n'a pas de préoccupation sociale, encore moins révolutionnaire. Il essaye par contre de contrebalancer les révolutionnaires arabes.

Dans le contexte géopolitique de l'époque, la guerre froide, ce courant wahhabite se développant sous l'égide de la monarchie saoudienne proche alliée des Etats-Unis et qui a

³⁷ La guerre sainte.

³⁸ Achevée en 1961.

pour pires ennemis Nasser et les socialistes arabes n'est pas pour déplaire au bloc occidental³⁹.

La monarchie saoudienne semble, alors, capable d'encadrer cette mouvance pour la faire servir ses objectifs internationaux. En 1962 est créée à La Mecque la Ligue Islamique Mondiale, organisation non gouvernementale à financement saoudien. Elle est la première institution cohérente et systématique visant à la dissémination de l'islam wahhabite dans le monde et à y contrer l'influence de l'Egypte de Nasser. Elle procède par l'envoi de missionnaires religieux, par des dons d'ouvrages de penseur de cette filiation et surtout l'octroi de fonds destinés à financer la construction de mosquées et à subventionner des associations islamiques. Elle identifie les bénéficiaires, les fait venir en Arabie et leur fournit la recommandation qui leur ouvrira les largesses d'un généreux donateur privé. L'organisation est dirigée par des membres de l'establishment religieux saoudien en collaboration avec d'autres Arabes, issus ou proche des Frères musulmans, ainsi que des oulémas du sous-continent indien.

3.5 L'accès à une position dominante dans le monde arabe

L'Arabie saoudite occupe depuis le sommet de Khartoum⁴⁰ une place grandissante dans la politique arabe grâce à ses moyens financiers toujours plus importants. Son influence repose aussi sur des données géopolitiques : en 1968, la Grande-Bretagne annonce son intention de se retirer du Golfe pour 1971. Immédiatement, L'Iran du Shah prétend vouloir jouer le rôle du nouveau protecteur du Golfe. Les pays du Golfe se tournent alors naturellement vers Faysal qui réaffirme son rôle de défenseur de l'arabisme.

Le 21 août 1969, un déséquilibré incendie la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem. Faysal profite de l'indignation du monde arabe et concrétise son idée d'un sommet islamique. En septembre 1969 à Rabat, une conférence de chefs d'Etat musulmans crée l'Organisation de la Conférence Islamique qui a pour objectif d'unifier des positions communes aux Etats islamiques sur de grands thèmes internationaux⁴¹. Un certain nombre d'institutions de

³⁹ Au tournant des années 1970, les régimes du monde musulman qui se trouveront aux prises avec une contestation gauchiste encourageront, pour rétablir l'ordre sur les campus, des étudiants barbus qu'ils considèrent comme l'émanation de ce courant. Ils ne pourront alors imaginer que certains deviendront plus tard la principale force de contestation de l'ordre établi.

⁴⁰ En août 1967.

⁴¹ Elle a pour but de devenir une structure permanente de concertation qui réunira régulièrement les chefs d'Etats musulmans ou leurs représentants dans des sommets islamiques.

coopération culturelle et économique dépendront de la nouvelle organisation dont le siège est établi à Djedda.

En 1973, du fait de la situation tendue du marché où la demande continue de croître, les pays producteurs deviennent les maîtres réels du marché pétrolier. L'Arabie saoudite dont les revenus sont en pleine croissance, sent sa position plus affirmée. Elle plaide auprès des responsables américains la nécessité d'une nouvelle initiative de paix au Moyen Orient, favorable aux Arabes. La fin du conflit vietnamien et l'élection présidentielle américaine retardent une nouvelle définition de la politique américaine. L'échec des entretiens secrets égypto-américains du premier semestre 1973 fait craindre au roi Faysal un affaiblissement de la position intérieure de Sadate, incapable de sortir son pays de la situation de « ni paix ni guerre ». Le monarque saoudien craint que le maintien de l'impasse politique permette une renaissance du radicalisme arabe et de l'influence soviétique. Il ne réussit pas à faire partager ses appréhensions aux responsables américains. A partir d'avril 1973, il leur fait parvenir le message suivant : si les Etats-Unis ne choisissent pas une politique plus favorable aux Arabes, l'Arabie saoudite n'augmentera pas sa production de pétrole et prendra des décisions hostiles aux intérêts américains⁴². Au même moment, les présidents syrien et égyptien finalisent un plan d'attaque contre Israël et Faysal annonce au président égyptien que l'Arabie saoudite pourrait utiliser l'arme du pétrole si le conflit s'éternise.

⁴² Il est d'autant moins écouté qu'à cette date, la crise du Watergate commence à paralyser la Maison-Blanche.

4 La manne pétrolière, facteur d'islamisation (1973-1982)

4.1 L'arme du pétrole et le premier choc pétrolier

Une des conséquences de la guerre israélo-arabe de 1973 est de consacrer la suprématie de « l'arme du pétrole » et d'accroître de manière considérable la puissance financière de l'Arabie saoudite.

Le 17 octobre 1973, les représentants des pays arabes producteurs de pétrole décident une réduction mensuelle de 5% de leur production jusqu'à ce que Israël évacue les territoires occupés et reconnaisse les droits des Palestiniens. Pour éviter tout affrontement direct avec les Etats-Unis, l'Arabie saoudite s'est opposé à un embargo total. Néanmoins, suite à la publication du montant de l'aide militaire américaine à Israël, le roi Faysal décide le 20 octobre un embargo total. La mesure est cependant symbolique car les pays visés peuvent se fournir en dehors du monde arabe. Le difficile ajustement entre l'offre et la demande va pourtant provoquer le choc pétrolier. L'annonce de l'embargo provoquant une panique sur le marché libre, le prix du baril immédiatement disponible augmente brutalement jusqu'à 18 dollars⁴³. L'OPEP ramènera le prix du baril à 11,65 dollars, mais le ton est donné. Ce premier choc pétrolier si il dû à l'exaspération des pays arabes producteurs devant la politique américaine dans le conflit israélo-arabe, n'est pourtant pas prémédité.

Les évènements ont montré aux Américains que l'Arabie saoudite va jouer un rôle grandissant dans la politique régionale. Avec le gonflement des prix du pétrole, le royaume se voit soudain doté de revenus immenses. Pour les Saoudiens, la donne stratégique est à ce moment la suivante : d'abord, les réserves du royaume lui permettent d'être et de rester dans le long terme un pays producteur important . Ensuite, les capacités d'absorption locale des pétrodollars ne viennent pas à bout des revenus excédentaires. Finalement, ils veulent éviter une trop grande hausse des prix qui permettrait le développement de sources d'énergie extérieures au Moyen-Orient et qui risqueraient de rendre le pétrole saoudien moins attrayant.

Mais, le royaume est extrêmement vulnérable et se doit de donner la priorité à sa sécurité⁴⁴. Cette sécurité sera assurée par le rôle de premier pays exportateur de pétrole,

⁴³ Le prix du baril en été 1973 était de 3,07 dollars.

⁴⁴ Il lui est en effet impossible de constituer une puissante armée en raison de la faiblesse en hommes et en personnel qualifié.

rendant le royaume indispensable à la survie économique de l'Occident. Le recyclage des pétrodollars excédentaires dans les économies occidentales devient un facteur supplémentaire dans cette voie. Les achats saoudiens de produits occidentaux ainsi que les investissements dans l'économie occidentale accroissent la dépendance réciproque.

De 1974 à 1979, les prix du pétrole demeurent stables en valeur nominale, ce qui correspond en valeur réelle à une diminution en raison de l'inflation mondiale. L'impact du choc pétrolier s'atténue progressivement⁴⁵. Le 25 mars 1975, le roi Faysal est assassiné. Son successeur, Khaled, moins engagé dans la vie politique internationale, se montre surtout concerné par les questions bédouines. Il ne jouit pas d'une bonne santé et le pouvoir tend à passer au prince héritier Fahd, familiarisé à la gestion des affaires par les fonctions ministérielles qu'il a déjà exercées. La nouvelle équipe cherche à continuer la politique de Faysal, fondée sur une unité d'action arabe. Elle réussit temporairement à réconcilier l'Égypte et la Syrie en 1976 mais va devoir faire face aux contrecoups de la révolution iranienne.

4.2 Le second choc pétrolier et la création du CCG

La grande grève des ouvriers du pétrole iranien en octobre 1978, provoque la disparition brutale du marché pétrolier de six millions de barils par jour et un nouveau choc pétrolier. En dépit de la hausse de la production des autres états pétroliers, le prix du baril augmente. Alors que le déséquilibre entre la demande et l'offre est faible, le second choc pétrolier est dû à la dénonciation des contrats à long terme et à prix fixe au profit d'une spéculation effrénée sur le marché libre. Le prix du pétrole double pratiquement⁴⁶, moins par pénurie réelle que par crainte de manque.

Malgré ses revenus encore accrus, l'Arabie saoudite garde sa faiblesse intrinsèque en ressources humaines. Elle doit faire appel à une nombreuse population immigrée arabe et de plus en plus, non arabe. Les gigantesques travaux d'infrastructure économique entrepris dans tous les domaines épuisent les disponibilités en personnel technique. En dépit de l'impressionnant arsenal accumulé grâce aux revenus pétroliers, sa faiblesse militaire demeure. La protection américaine reste donc un principe cardinal de sa politique.

⁴⁵ Car les « pétromonarchies » arabes maintiennent leurs revenus en augmentant leurs productions entretenant ainsi la tendance à la baisse du prix du pétrole.

⁴⁶ Il passera même un moment à 36 dollars le baril.

Le début des années 80 est celui de tous les dangers ; la révolution islamique iranienne risque de conduire à une subversion généralisée des régimes monarchiques, l'intervention soviétique en Afghanistan et les victoires irakiennes sur l'Iran peut entraîner une hégémonie du grand voisin arabe. Ces menaces ont poussé les différents émirats, l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman à se rassembler dans un cadre nouveau, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) en 1981⁴⁷. Les défaites irakiennes en 1982 mettent les pays du CCG au pied du mur. Devant la menace posée par l'Iran, les monarchies du Golfe subventionnent massivement l'effort de guerre irakien. Or, dès 1982, les prix et les revenus pétroliers commencent à décliner : un contre-choc pétrolier s'amorce.

4.3 La prise de contrôle de l'islam sunnite

L'Arabie saoudite va utiliser une partie de la manne pétrolière pour développer sur une très grande échelle sa stratégie antérieure de prise de contrôle de l'Islam sunnite en promouvant le wahhabisme saoudien.

Après 1973, le prosélytisme saoudien s'étend au monde musulman tout entier, favorisant à coup de milliards de dollars la construction de mosquées et la création d'associations caritatives. Le Ministère des Affaires religieuses saoudien se mue en diffuseur de millions de Coran et d'autres documents liés à la doctrine wahhabite. Pour la première fois en quatorze siècle d'histoire du monde musulman, un corps de doctrine unique se matérialise excluant tous les autres courants de pensée qui ont fait le pluralisme de l'islam⁴⁸. La Ligue Islamique Mondiale ouvre des bureaux dans chaque région de la planète où vivent des musulmans et recense les associations, les mosquées et les projets. Les dirigeants saoudiens espèrent faire de tous les bénéficiaires de leurs subsides des sympathisants et des acteurs agissant en faveur du régime saoudien et du wahhabisme dans leurs différents milieux. En cela, ces dirigeants agissent conformément aux vœux de leur protecteur américain dont ils constituent un relais politique dans le monde musulman tout entier. L'islam conservateur de type saoudien constitue un facteur d'endigement de la pénétration de l'influence soviétique communiste et concourt à l'affaiblissement des régimes socialistes. L'intérêt des Américains va se muer en véritable soutien à la mouvance islamiste lorsque celle-ci deviendra l'axe principal de la résistance afghane à l'invasion de l'armée rouge.

⁴⁷ Cet organisme doit permettre la coordination dans différents domaines aussi bien politique, qu'économique et militaire.

L'argent du pétrole va également provoquer à partir de 1973, un afflux considérable en Arabie saoudite d'ouvriers venus de pays musulmans. Chez beaucoup de ces immigrés rentrés au pays, le changement de statut socio-économique va favoriser le développement d'une religiosité à la saoudienne. Le voile, l'observance des rites religieux et le titre de Hajji⁴⁹ redeviennent les signes d'une identité islamique revalorisée. Cette réhabilitation de la symbolique islamique opérée par le passage en Arabie saoudite va faciliter la tâche de l'islamisme radical. Le système saoudien transnational s'immisce dans les relations entre société et état de la plupart des pays musulmans⁵⁰. En fournissant des ressources financières à des individus, il leur permet de relâcher leurs liens envers leurs dirigeants alors que ceux-ci considèrent les revenus dérivés du pétrole comme une aubaine car ils soulagent temporairement leurs régimes menacés par l'explosion démographique. En décembre 1973, l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) prend la décision de créer la Banque Islamique de Développement et de l'établir à Djedda. Opérationnelle en 1975, celle-ci financera des projets de développement dans les pays musulmans les plus pauvres.

Un autre des vecteurs d'influence saoudiens est le contrôle du pèlerinage à La Mecque, le Hajj, incarnation rituelle de l'unité de l'Oumma, de la communauté des croyants à travers le monde.

L'arrivée au pouvoir de Khomeyni en 1979 bouleverse le monde islamique sous hégémonie saoudienne. A partir de ce moment, l'Arabie saoudite va mobiliser l'ensemble du système de propagation de l'islam afin de contenir l'influence khomeyniste. L'opération sera délicate car les événements en Iran bénéficient au début d'une image favorable dans les milieux où le prosélytisme wahhabite se répand. Elle se résumera surtout à mettre en exergue la spécificité chiite du phénomène afin de rendre l'identification plus malaisée en milieu sunnite.

⁴⁸ On peut ainsi trouver d'un bout à l'autre de l'Oumma les mêmes volumes, les mêmes cassettes qui proviennent des mêmes circuits de diffusion.

⁴⁹ Titre donné à ceux ou celles qui ont fait le pèlerinage à La Mecque.

⁵⁰ En utilisant à la fois son réseau de prosélytisme, ses subsides et les flux d'immigration de main-d'œuvre qu'il attire.

5 le contre-choc pétrolier (1982-1990)

5.1 Crise pour les producteurs pétroliers

Au lendemain du second choc pétrolier, la situation s'est stabilisée quand l'OPEP a fixé les cours de référence du brut saoudien à 34 dollars le baril⁵¹. Le retour sur le marché de la production iranienne, le développement accéléré de l'exploitation du pétrole dans les zones hors OPEP et la réduction brutale de la consommation des pays industriels frappés par la crise économique, renversent le rapport entre l'offre et la demande. Ce nouvel état des choses impose aux membres de l'OPEP de diminuer leur production afin de maintenir les prix. Mais le mot d'ordre est mal respecté. Inexorablement, le prix du marché baisse et le prix de référence de l'OPEP devient toujours plus irréaliste⁵². L'Arabie saoudite exhorte ses partenaires à respecter leurs engagements et, pour montrer l'exemple, diminue plus que proportionnellement sa production⁵³. Le prix de référence est abaissé à 29 dollars le baril en mars 1983. Une hausse timide de la consommation mondiale suit, mais elle est entièrement absorbée par la croissance de la production des pays hors OPEP. La situation devient insupportable pour les responsables saoudiens. Ils décident de mettre de l'ordre sur les marchés et relancent leur production afin de rétablir la part du marché de leur pays. Le résultat ne se fait pas atteindre : à partir de décembre 1985, les prix du pétrole s'effondrent et passent à 15 dollars le baril et même temporairement à moins de 10 dollars. Cette politique permet aux pays de l'OPEP, et en particulier ceux du Golfe, de rendre non rentable une partie considérable de la production de leurs concurrents.

La chute des prix du pétrole intervient au moment où les politiques anti-inflationnistes dans les pays industriels engendrent leurs premiers succès. Ces deux facteurs conjugués annoncent la reprise de la croissance économique mondiale. En dépit de la montée de la demande, les pays de l'OPEP n'arrivent toujours pas à respecter une discipline efficace et les prix continuent d'osciller autour d'un pivot de 15 dollars le baril. Cette situation entraîne une diminution du revenu national brut par habitant dans l'ensemble du monde arabe. Il chute même drastiquement dans les pays non pétroliers profitant des retombées de la rente pétrolière. Conséquemment, un sentiment d'hostilité s'y développe contre les riches pays

⁵¹ Ce qui correspondait à une hausse de 168% du prix du baril par rapport à décembre 1978.

⁵² Ceci d'autant plus que certains membres de l'OPEP multiplient les rabais clandestins et les accords de troc (vente d'armements contre livraison de pétrole).

pétroliers accusés de gaspiller les revenus du pétrole. Au sentiment d'euphorie des dernières années succède un ressentiment généralisé. L'Arabie saoudite considère que les aides accordées aux différents pays de la région suffisent à démontrer l'importance de sa solidarité. Elle entreprend malgré tout une grandiose entreprise de ré islamisation des républiques musulmanes de l'Union soviétique⁵⁴.

5.2 La confrontation avec l'Iran

Durant cette période, l'Iran va continuer son travail de sape vers le point faible du régime saoudien, l'organisation du pèlerinage annuel à La Mecque. De 1981 à 1986, les pèlerins iraniens vont y défier la monarchie saoudienne. Soucieux d'éviter un conflit dommageable pour leur image et en contrepartie d'un engagement iranien à la modération, les Saoudiens feront des concessions⁵⁵. Le pèlerinage de 1987 prendra néanmoins un tour dramatique : au terme d'une manifestation, plus de quatre cents personnes trouvent la mort dans des circonstances jamais réellement élucidées. Soutenue par l'ensemble du monde arabe, l'Arabie saoudite en profitera l'année suivante lors d'une session de l'OCI, pour faire entériner son projet d'attribuer à chaque pays musulman le quota de un pèlerin pour mille habitants. En réponse, l'Iran boycottera le pèlerinage et le régime saoudien mettra à profit l'affaiblissement de Téhéran pour reprendre le contrôle du pèlerinage.

5.3 La consolidation du contrôle sur l'islam sunnite

En contribuant au financement du jihad afghan, le royaume, soutenu par les Etats-Unis, fournit un exutoire à tous les militants conquis par l'islamisme sunnite qui rêvent d'en découdre avec les infidèles. En faisant de ce jihad la cause militante par excellence des années 1980, le pouvoir saoudien prémunit le grand allié américain de la haine des activistes sunnites et lui substitue l'Union soviétique comme bouc émissaire⁵⁶. Mais, tout en neutralisant grâce au djihad les groupes radicaux de la mouvance islamiste, il faut aussi à l'Arabie saoudite réussir à conserver un lien privilégié avec les classes moyennes pieuses⁵⁷. Aussi par le

⁵³ De près de 10 millions de barils par jour à un peu plus de 2 millions.

⁵⁴ En 1990, un pont aérien transporte de Djedda à Kazan un million de Corans demandés par les musulmans soviétiques et la réouverture ou la construction de mosquées est possible grâce à l'aide saoudienne.

⁵⁵ Les Saoudiens vont accepter une augmentation considérable du contingent de pèlerins iraniens.

⁵⁶ Et le mouvement répondit aux attentes des Etats qui l'avaient parrainé en jouant un rôle clef dans la déconfiture soviétique et en créant un abcès de fixation pour tous les partisans du djihad du monde entier et une alternative à la révolution iranienne.

⁵⁷ Le régime saoudien est en effet critiqué par cette tranche de la société pour sa corruption et sa débauche.

truchement du système bancaire et financier islamique, le royaume va établir un lien entre la famille royale et les classes moyennes pieuses du monde musulman. Il va les associer dans un partenariat économique et leur offrir des rétributions pour leur piété. Cela va conforter à la fois le leadership saoudien sur l'Oumma et la position politique de la bourgeoisie pieuse dans chaque pays musulman tout en la liant à la monarchie wahhabite.

A cet effet, la finance islamique est voulue comme un facteur de cohésion et d'intégration sociale. Elle est indissociable des organisations humanitaires islamiques. Elle est constituée d'une part par la redistribution partielle de la rente pétrolière et d'autre part par des investisseurs et déposants privés. Ces derniers créent des banques commerciales islamiques puis des holdings transnationaux tel la DMI⁵⁸ et Al Baraka fondé par un milliardaire saoudien. En 1995, on identifiait 144 institutions financières islamiques à travers le monde. Les expatriés qui viennent travailler en Arabie saoudite envoient une partie de leur salaire à leur famille via ces banques commerciales islamiques. Ce nouveau flux financier ainsi créé, permet l'émergence dans le monde musulman d'une classe moyenne gagnée par la piété wahhabite. Ces banques collecteront des dépôts considérables encouragées comme elles sont par la garantie religieuse des Oulémas qui louent les sociétés d'investissement islamiques et dénoncent les banques conventionnelles⁵⁹.

En 1990, l'Arabie saoudite a ainsi réussi à résister aux assauts répétés de l'Iran de Khomeyni, à maintenir sa crédibilité jusque parmi les plus radicaux des militants sunnites grâce au financement et au soutien accordé au jihad afghan et à garder un lien avec les classes moyennes pieuses du monde musulman grâce au réseau bancaire et financier islamique qu'elle a tissé de part le monde. La Ligue Islamique Mondiale et les organisations qui y sont affiliées diffusent l'idéologie wahhabite aux bénéficiaires de leurs largesse et la diplomatie saoudienne est devenue incontournable de part la position tenue par le royaume au sein de l'OCI et de l'OPEP. Le système saoudien semble bien rodé, en continuelle expansion et créateur d'un consensus social autour de ses valeurs wahhabites. Mais tout cet échafaudage va se trouver fortement ébranlé suite à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein.

⁵⁸ Maison de la finance islamique fondée par le prince Muhammad Al-Saoud, fils du roi Faysal.

⁵⁹ Le taux d'intérêt fixe pratiqué par les banques conventionnelles est assimilé par les Oulémas à de l'usure qui est une pratique proscrite par le Coran.

6 La guerre du Golfe et ses conséquences (1990-2001)

6.1 Un cataclysme pour le pays

La guerre du Golfe va bousculer les fondements économiques et politiques du pouvoir et accentuer la dégradation de la situation économique de la fin des années 80. En assumant le coût de la guerre⁶⁰, le royaume va épuiser ses avoirs liquides à l'étranger. Le déficit budgétaire attribué à une mauvaise gestion des deniers publics et la baisse du prix du pétrole vont ensuite mener l'Arabie saoudite à une grave crise financière.

Sur le plan politique, la guerre a provoqué une crise de légitimité pour la classe au pouvoir. Tout d'abord, il y eut une sérieuse remise en cause du droit des Saoud à gouverner. Après avoir dépensé des fortunes pour un système de défense inefficace, l'appel aux troupes étrangères pour défendre la « terre d'islam » a souligné la dépendance du pays à l'égard des Etats-Unis et son échec total à réaliser l'autosuffisance. A cela s'ajoutent les coupes budgétaires qui, en affectant le système d'état providence affaiblissent l'allégeance à un état qui parvenait auparavant à faire taire les mécontentements par des récompenses économiques. Le pouvoir doit donc désormais affronter l'opposition islamiste sans ses armes financières traditionnelles. Il est confronté à une franche de population désenchantée se trouvant dans la situation contradictoire d'être citoyenne de l'un des Etats les plus riches du monde tout en étant contrainte d'accepter les retombées d'une situation économique en déclin.

6.2 Les Etats-Unis comme garants pour la sécurité du Royaume

Lors de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, le roi Fahd est persuadé que l'Arabie sera le pays suivant sur la liste de Saddam Hussein. Il se tourne alors tout naturellement vers son protecteur, les Etats-Unis. Mais, tout en obtenant la garantie américaine, l'Arabie doit veiller à ne pas apparaître comme responsable de l'ingérence américaine dans les affaires de la région. Il convient de sauver les apparences et appliquer la règle politique immuable qui veut que le royaume subisse une décision plutôt qu'il n'en prend l'initiative⁶¹. Aussi, après avoir reçu l'assentiment des autorités religieuses, le roi fait appel le 7 août aux troupes américaines et

⁶⁰ La guerre aura coûté presque cinq ans de croissance à l'Arabie saoudite.

⁶¹ Les grandes décisions saoudiennes sont ainsi toujours présentées aux Arabes comme dues aux pressions américaines et aux Américains comme dues aux pressions arabes.

des dizaines de milliers de soldats non musulmans membres de la coalition internationale mandatée par l'ONU débarquent dans le royaume. Ils vont sauver la dynastie mais également ruiner l'édifice patiemment élaboré pour dominer le monde islamique depuis les années 60.

6.3 L'hostilité des populations arabes

Face à la crise, le monde arabe est divisé. Si le 3 août, le conseil ministériel de la Ligue arabe a bien condamné l'invasion du Koweït, quatre membres ont cependant votés contre⁶². Saddam Hussein réitère les griefs déjà imputés aux Saoudiens par les Iraniens, les traitant de protectorat américain, indignes à ce titre d'administrer les Lieux Saints de l'islam. L'argument a d'autant plus de poids qu'il émane d'arabes sunnites et il est d'autant mieux accueilli par les populations arabes que le contre-choc pétrolier a comme nous l'avons déjà vu, provoqué une vive ressenti populaire contre les monarchies du Golfe.

L'islamisme des années 80 peut se définir en deux courants d'inspiration : le premier, piétiste et fondamentaliste, a pour but la ré islamisation de la société. Il a pour modèle et soutien l'Arabie saoudite. Le second, populiste et politique, est un anti-occidentalisme né de la confrontation permanente avec Israël, soutenue par l'Occident. Le courant piétiste est paralysé par l'action de l'Arabie saoudite qui a fait appel aux Américains alors que le courant populiste rejoint le nationalisme arabe prôné par Bagdad. Les Saoudiens sanctionnent les populations et les pays arabes coupables de se montrer favorables à Saddam Hussein. La crise provoque en à peine deux mois et demi une émigration de un à deux millions de personnes et frappe de plein fouet le système de distribution de la rente pétrolière. Ainsi, le Yémen, la Jordanie et l'OLP se trouvent à des degrés divers sanctionnés par les monarchies pétrolières qui diminuent ou interrompent complètement leurs aides économiques et financières alors que la Syrie et l'Égypte en deviennent les nouveaux bénéficiaires.

Au mois de novembre 1990, la sécurité de l'Arabie saoudite est solidement assurée par le déploiement des forces de la coalition. Particulièrement inquiets en raison de la propagande irakienne qui exploite sans vergogne la présence des forces occidentales sur le sol sacré de la péninsule, les responsables saoudiens vont se montrer intransigeants sur le respect des règles

⁶² L'Irak, le Yémen, le Soudan et l'OLP.

puritaines de leur société⁶³.

6.4 Une dépendance accrue vis-à-vis des Etats-Unis

La guerre du Golfe se conclut fin février 1991 par la défaite de l'Irak et par l'établissement d'une hégémonie américaine sur la région. Mais les Etats-Unis ne veulent pas assurer la responsabilité d'une gestion directe des problèmes régionaux. Leurs seuls objectifs sont de s'assurer un accès aux ressources pétrolières et de disposer d'un marché pour leurs produits militaires et civils. L'accomplissement de ces buts passe par le maintien d'un ordre régional grâce à une présence militaire minimale⁶⁴. Le pouvoir en place en Arabie saoudite dépend de cette présence mais se trouve ainsi mis en difficulté par son opinion publique. Qu'ils agissent ou non, les Etats-Unis sont impopulaires alors que leur mode de vie demeure une tentation aussi bien pour les élites que pour la population. L'islamisme apparaît comme la seule force de contestation d'un ordre politique imposé par l'Amérique. Néanmoins, si il est efficace en tant que doctrine du refus, l'islamisme se trouve dans l'incapacité d'être un véritable programme de gouvernement capable de répondre aux besoins de la région.

6.5 La crise financière

L'Arabie saoudite aurait payé à elle seule la moitié du coût de la guerre du Golfe, soit près de 70 milliards de dollars⁶⁵. Cette ponction est lourde à un moment où les revenus pétroliers tendent à décliner, mais elle est compensée par une brève remontée du prix du pétrole au moment de la crise du Golfe et surtout par l'augmentation de la production saoudienne qui a repris à son compte le quota de la production de l'Irak exclu du marché pétrolier⁶⁶. En augmentant d'un tel niveau sa production, l'Arabie saoudite a choisi de maintenir le prix du pétrole à un niveau bas⁶⁷ et a une nouvelle fois montré ses liens envers les Etats-Unis.

L'Arabie saoudite connaît durant les années 90 de part la hausse de sa production, une certaine stabilisation de ses revenus pétroliers. Pourtant, une crise financière se dessine en

⁶³ L'alcool est strictement interdit de même que tout signe ostentatoire de pratiques religieuses chrétiennes ou juives. Les Saoudiens se montreront aussi particulièrement vigilants quant à la tenue et la conduite des soldats de sexe féminin.

⁶⁴ Quelques 5 000 soldats américains sont ainsi en permanence stationnés en Arabie saoudite.

⁶⁵ D'après le prince Nayef, *The Independent*, 12 décembre 1994.

⁶⁶ Avant la crise du golfe, la production saoudienne était de 5,4 millions de barils par jour, en 1991, elle passe à 8,1 millions.

raison des dépenses inconsidérées de son gouvernement. La peur qui suit la guerre du Golfe entraîne de grosses commandes d'armements⁶⁸ hors de proportion avec les moyens réels du royaume. Il s'agit ici de conforter l'alliance avec les partenaires occidentaux de la coalition. En même temps, la monarchie continue de ponctionner une forte part du revenu national. Il en résulte un recours croissant à l'endettement international et une crise financière au milieu des années 90. Pour rassurer les milieux internationaux, le gouvernement saoudien annonce une réduction du budget de l'Etat aussi bien en fonctionnement qu'en investissement et obtient le rééchelonnement de ses dettes et engagements financiers⁶⁹. Si la pétrochimie apporte de nouveaux revenus, les blocages du système politique ne permettent pas de dégager de nouvelles ressources. En effet, le régime ne peut imposer d'impôts directs alors que sa stabilité repose sur sa capacité à redistribuer la rente pétrolière et la privatisation des grandes entreprises étatiques impliquerait une remise en ordre des comptes et surtout la fin des prélèvements de la part de la famille royale et de son entourage⁷⁰.

En 1995 et 1996, la crise financière est contenue au prix de la stagnation du revenu national mais en 1997, le prix du pétrole s'effondre⁷¹ en raison du dépassement des quotas d'exportation de l'OPEP et des modifications de la consommation mondiale⁷². Alors que la production saoudienne reste supérieure à 8 millions de barils de pétrole par jour, les revenus chutent d'environ 35 %. En 1999, des tentatives de réduction concertée des pays producteurs ont pour but d'essayer de relever le prix du pétrole. Le marasme puis l'effondrement des revenus est d'autant plus mal venu que la croissance démographique montre les limites de l'effort de développement des décennies précédentes. Des jeunes de plus en plus nombreux arrivent sur le marché du travail. Le remplacement des travailleurs étrangers par des Saoudiens n'est pas une solution car la formation des jeunes saoudiens ne correspond pas aux métiers de labeur, fort décriés. De plus, si la scolarisation féminine a fortement progressé, le puritanisme local s'oppose à une réelle utilisation de la main-d'œuvre féminine. Le déclin de la rente conduit à l'apparition d'un chômage⁷³.

⁶⁷ Sans l'augmentation de sa production, les prix auraient montés de façon considérable et il est fort probable que ses revenus pétroliers auraient été plus importants.

⁶⁸ Aux membres occidentaux de la coalition.

⁶⁹ Notamment concernant les contrats d'armement.

⁷⁰ Ils ne payent pas de factures d'eau, d'électricité, de téléphone, ni les voyages par la compagnie aérienne nationale....

⁷¹ De 19 USD en octobre 1997 à 12 USD en août 1998 pour le prix de référence de l'OPEP.

⁷² Dû à la montée en puissance du gaz naturel comme énergie de référence ; l'Arabie saoudite n'en produit que pour sa propre consommation alors que ses réserves sont conséquentes. En 2002, les installations de Hawiyah, une fois achevées, produiront plus de 6 milliards de pieds cubes de gaz par jour.

6.6 Le pouvoir saoudien contesté de l'intérieur

Après la guerre du Golfe, une opposition composée d'intellectuels et d'hommes d'affaires se met à contester l'hégémonie de la famille royale. Il s'agit d'une contestation non-violente qui s'organise parallèlement au développement d'une contestation islamiste. De 1991 à 1993, elle agit sous forme de publication de manifestes contestant le gaspillage organisé par le pouvoir en place. Le danger est d'autant plus fort pour le régime que cette opposition le conteste sur son propre terrain, celui de la légitimité islamique⁷⁴. Regroupés dans le comité de défense des droits légitimes⁷⁵, les opposants exigent au nom de la loi islamique une véritable représentation et une participation des citoyens au pouvoir. La répression policière va contraindre ces opposants à l'exil en Europe⁷⁶ d'où ils diffuseront leur propagande par le biais des moyens modernes de communication⁷⁷. Le roi Fahd tente de satisfaire une partie des revendications en promulguant une loi fondamentale du royaume qui pour la première fois, fixe par écrit le rôle de la monarchie et de la famille royale. Cette même loi fondamentale prévoit également la constitution d'un conseil consultatif de soixante membres⁷⁸.

En novembre 1995, un attentat à Ryad fait cinq victimes américaines. L'Iran est d'abord accusée d'en être l'instigateur. La police saoudienne arrête quatre personnes qui seront rapidement exécutées avant de pouvoir être interrogées par les Américains. Au mois de décembre, la santé du roi Fahd, âgé de 74 ans, se détériore⁷⁹. Le prince Abdallah, de deux ans son cadet, reçoit une partie des pouvoirs effectifs en attendant que la succession soit définitivement réglée⁸⁰. Le régime est de nouveau ébranlé le 25 juin 1996 par l'attentat contre la base aérienne de Khobar qui fait 19 morts américains. Là encore, la tension est forte entre les enquêteurs saoudiens et américains. L'enquête s'oriente vers la filière afghane et Oussama Ben Laden. En 1997, le conseil consultatif est renouvelé. Ses effectifs sont portés à 90

⁷³ Officiellement, il est en 1992 de 6,5%.

⁷⁴ Ils se réfèrent aux droits légitimes que la loi islamique reconnaît aux croyants et non pas à ceux des Droits de l'Homme, notion universaliste rejetée par le pouvoir saoudien.

⁷⁵ Islamiques.

⁷⁶ Principalement en Grande-Bretagne.

⁷⁷ Cassettes audio, vidéos et Internet.

⁷⁸ Le Majlis al Choura créé le 1 mars 1992. Ses membres sont des universitaires, des hommes d'affaires, des journalistes, des hauts fonctionnaires et dix oulémas (mais aucun parmi ces derniers ne passe pour être un extrémiste). Aucun d'entre eux n'appartient à la famille royale. Le président du conseil est le cheikh Mohammed Ibn Ibrahim Ibn Joubair qui détenait jusque là le portefeuille de la Justice. Toutes les lois sont soumises pour avis au conseil sauf le budget qui relève du Conseil des ministres. Les délibérations du conseil sont secrètes. Le roi dans ses prérogatives peut le dissoudre et en constituer un nouveau.

⁷⁹ Il est victime d'une embolie cérébrale.

⁸⁰ La loi fondamentale ne charge le prince héritier que d'exercer l'intérim du pouvoir et laisse à la famille la désignation du nouveau roi.

membres. Pour plusieurs de ses membres, c'est un passage obligé dans une carrière pouvant conduire au rang de ministre.

6.7 La contestation islamiste intérieure

A côté de cette opposition que l'on pourrait qualifier de « laïque », le régime doit également faire face à une opposition islamiste chiite et sunnite.

La contestation islamiste chiite exprime un mouvement communautaire face à la discrimination dont les chiites font l'objet. L'Arabie saoudite sunnite compte une minorité chiite opprimée par le régime. Cette communauté représentant environ entre 7 et 10% de la population saoudienne, réside principalement dans la province orientale d'El Hasa, la zone d'exploitation du pétrole et du gaz saoudien. Il s'agit de chiites arabes et non persans qui constituent une partie non négligeable des employés de l'industrie pétrolière⁸¹. Ils sont écartés des emplois supérieurs de l'administration, de l'armée et des forces de sécurité et resteront longtemps à l'écart du développement économique dont jouit le royaume. Cette région a été agitée par des troubles fomentés par le Front de Libération du Golfe arabe⁸² avant 1980 puis par l'Iran khomeyniste depuis 1980. La Garde nationale saoudienne dut intervenir et elle réprima dans le sang les émeutes chiites. Néanmoins, une fois l'alerte passée, les autorités saoudiennes ont pris la mesure du problème et annoncèrent des investissements massifs pour développer les infrastructures de la province et rattraper son retard. Depuis 1990, dans un signe d'apaisement, les processions de l'Achoura⁸³ sont tolérées par le roi. Néanmoins, malgré l'intention de la monarchie saoudienne de mieux considérer la part chiite de la population, ceux-ci restent dans une large mesure des sujets de seconde zone⁸⁴. Mais, l'opposition chiite ne représente pas une réelle menace pour le pouvoir des Saoud. Elle est localisée géographiquement, elle est minoritaire religieusement et elle peut être contenue par les moyens classiques de la répression et des subventions économiques.

⁸¹ Ils forment près de 40% des salariés de l'ARAMCO où ils exercent principalement des emplois d'ouvriers et de techniciens qualifiés.

⁸² D'inspiration marxiste-léniniste et soutenu par la Chine.

⁸³ Cette procession commémore le 10 du mois de Moharram le martyr de Hussein, fils d'Ali le gendre du prophète, tué à la bataille de Kerbala en 680.

⁸⁴ Contrairement aux musulmans sunnites, ils ne peuvent faire valoir devant les tribunaux leurs interprétations de la loi islamique et le conseil consultatif ne compte qu'un seul chiite.

Le véritable danger vient des islamistes sunnites pour qui il n'est pas possible qu'un état véritablement musulman⁸⁵ entretienne des relations diplomatiques avec des états infidèles, ni n'accepte la présence sur le sol national de diplomates, conseillers et experts non musulmans. En mai 1991, plus de 400 oulémas adressent une pétition au souverain. Ils y demandent la mise en conformité des lois existantes avec l'islam, l'islamisation de la politique étrangère et la création d'une armée de 50 000 hommes pour défendre la terre saint de l'islam⁸⁶. La pétition dénonce une fois de plus la corruption, le népotisme et le favoritisme. Le plus grave pour le roi Fahd n'est pas le contenu pourtant sévères des critiques mais plutôt le fait que les signataires ont délibérément communiqué à la presse et aux ambassades étrangères des copies de ces pétitions. Ne pouvant rester sans réagir sous peine de perdre la face, le pouvoir va opérer une vague d'arrestation parmi les oulémas de moindre importance. L'opposition va néanmoins se poursuivre et de nouvelles vagues d'arrestation s'ensuivront. Au fil du temps, la contestation va d'ailleurs se radicaliser⁸⁷ mais le nombre de contestataires va également se réduire, une partie d'entre eux passant d'ailleurs dans la clandestinité. L'opposition islamiste peut être considérée comme un amalgame de factions qui tentent de former un mouvement d'opposition cohérent. Le mouvement est important pour trois raisons. Premièrement, il constitue une opposition surgie au sein de l'autorité religieuse qui a jusque-là soutenu le pouvoir. Deuxièmement, il défie l'immuable, la légitimité et la ligne politique suivie par la monarchie. Troisièmement, il fait preuve d'une maturité idéologique sans précédent dans l'histoire des débats théologiques au sein du wahhabisme.

La rupture semble donc maintenant consommée entre la dynastie et l'opposition religieuse. Le pouvoir soumis aux impératifs de la mondialisation est contraint de se moderniser; il ne peut plus intégralement observer les enseignements des wahhabites condamnant le pays au repli sur soi et à l'isolement. Il se montre néanmoins très complaisant à l'égard de ces wahhabites, puisqu'il continue à leur confier le contrôle de la société, alors même que les nombreux princes de la famille Saoud mènent une existence qui contredit totalement les valeurs professées par les wahhabites.

⁸⁵ A savoir l'Arabie saoudite.

⁸⁶ Et éviter ainsi à l'avenir tout recours au parapluie américain pour protéger et défendre le pays.

⁸⁷ Ces opposants islamistes seront à l'origine de l'attentat à la voiture piégée à Ryad en 1995.

7 L'après 11 septembre 2001

7.1 Une nouvelle géopolitique du pétrole ?

Depuis les attentats du 11 septembre et le déclenchement de la guerre en Afghanistan, loin de voir les cours du brut reprendre leur ascension, nous avons assisté à un début d'effondrement des recettes pétrolières dans les pays producteurs. La raison de cette baisse est due à l'évolution à la baisse de la conjoncture économique mondiale. Si les pronostics, comme toujours en matière de pétrole, sont des plus fragiles à long terme, il est cependant possible que la situation actuelle marque un tournant à plusieurs points de vue.

D'abord, il a été de nouveau démontré que si l'OPEP peut contrôler les prix en maîtrisant 40% des exportations⁸⁸ quand la conjoncture est bonne, il lui faut absolument régenter plus de la moitié des ventes pour dicter sa loi au marché quand l'économie mondiale ralentit sa course. Si elle veut conserver sa puissance, l'organisation doit donc impérativement se réorganiser et élaborer une alliance stable avec des producteurs importants comme la Russie. Or ceci entraînera certainement un affaiblissement du rôle central joué par l'Arabie saoudite au sein de l'OPEP.

Ensuite, parce que les Etats-Unis, même si les évolutions des cours ne les pénalisent guère⁸⁹, ne sauraient rester indifférents aux menaces que font peser sur l'approvisionnement en pétrole de la planète, les périodes de tension au Moyen-Orient. Or, leur obsession antiterroriste pourrait les inciter à se méfier de l'Arabie saoudite suite aux événements du 11 septembre 2001. Cette méfiance pourrait les pousser à trouver dans la région un autre fournisseur majeur de brut, détenteur d'énormes réserves, et apte à remplacer, si besoin est, Riyad comme allié. Or le seul candidat valable dans la région, en raison de ce qu'il contient sous-sol, serait l'Irak. Doit-on y voir la raison pour laquelle les Américains cherchent par tous les moyens à intervenir en Irak ?

⁸⁸ c'est à dire sans tenir compte de la production de la Russie, de la Norvège et du Mexique. Il est à noter que la Russie est le troisième producteur mondial de brut après l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis.

⁸⁹ Ils extraient de leur sous-sol, avec des coûts de production élevés, 40% de leur consommation. Ils n'ont donc pas intérêt à trop voir chuter le cours du baril. D'un autre côté, important 60% de leur besoin, ils ne sauraient certes regretter un gain de quelques dollars par baril. De plus, des cours soutenus du pétrole profitent aux grandes compagnies pétrolières majoritairement américaines, et pénalisent en premier lieu les principaux concurrents des Etats-Unis, l'Europe et le Japon qui importent la quasi-totalité de leur consommation.

7.2 Un Etat islamique mais pas religieux

Depuis les attentats du 11 septembre, les relations entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite sont tendues. Le régime en place à Riyad a été ouvertement critiqué aux Etats-Unis notamment pour son prosélytisme religieux et l'implication des autorités religieuses saoudiennes dans les attentats. Tirillé entre une opposition religieuse interne et les pressions de la scène internationale, Riyad a choisi de remettre les pendules à l'heure.

Le ministre de la Prédication et de l'Orientation islamiques saoudien⁹⁰ a ainsi demandé début janvier 2002, que l'on considère désormais l'Arabie saoudite comme un « Etat islamique » et non comme un « Etat religieux ». Cette distinction, qui apparaît dans des circonstances politiques précises, illustre la volonté des responsables politiques du royaume de combattre l'image d'un Etat saoudien souvent qualifié d'extrémiste. Les autorités saoudiennes entendent ainsi, selon le ministre, s'attaquer à leurs extrémistes en s'appuyant sur le « concept d'un islam ouvert afin que le royaume ne devienne pas un Etat religieux au sens restrictif du terme, mais bien un Etat islamique qui s'efforce de garder un équilibre entre ses intérêts et la répression des actes délictueux. » Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, le ministre a cru bon d'opposer l'Etat islamique saoudien à celui des talibans qui incarnait le modèle d'un Etat religieux.

Il est donc possible que surgisse un nouvel affrontement entre le pouvoir et les extrémistes religieux. Que les hostilités ait été annoncée par le ministre de l'Orientation islamique saoudien indique en tout cas qu'il ne s'agit pas de paroles légères. Celui-ci prend ainsi en effet ses distances au nom de ce pays vis-à-vis de ces courants extrémistes dans le monde musulman et en Occident, courants dont le financement a été précisément assuré par l'Arabie saoudite.

7.3 La question de la présence militaire américaine

Si aux Etats-Unis des critiques sont de plus en plus émises à l'égard de l'Arabie saoudite, un sentiment d'insatisfaction croît au sein du pouvoir saoudien. D'après des articles parus dans la presse américaine⁹¹, Riyad souhaiterait ne plus refléter l'image d'un gouvernement tributaire du soutien militaire américain et souhaiterait le départ des forces américaines stationnées sur

⁹⁰ Le cheikh Saleh al-Cheikh.

⁹¹ Washington Post, 18 janvier 2002.

son territoire depuis la guerre du Golfe de 1990. Les autorités de royaume estimerait que les Etats-Unis ont abusé de leur hospitalité et souhaiterait d'autres formes de coopération militaire avec Washington dès que les Etats-Unis auront terminé leur opération en Afghanistan. Le gouvernement se sentirait également de plus en plus mal à l'aise avec le rôle des Etats-Unis dans le cadre de l'embargo contre l'Irak et a déjà refusé l'utilisation de son territoire pour lancer des raids aériens contre ce pays.

Officiellement, le gouvernement américain nie tout problème ou contentieux avec l'Arabie saoudite. Le sénateur démocrate Carl Levin⁹² a cependant récemment déclaré « avoir le sentiment désagréable » que l'Arabie saoudite n'en faisait pas assez contre les terroristes islamiques et que les forces américaines n'y étaient pas « particulièrement désirées ». Il a également ajouté que les Etats-Unis pourraient avoir à trouver un autre pays d'accueil qui ne soutiendrait pas des vues « extrémistes et fanatiques »⁹³. En réponse, la conseillère du président des Etats-Unis pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a affirmé que la présence militaire américaine en Arabie Saoudite devrait se maintenir⁹⁴.

A Riyad, officiellement, les Américains sont libres de partir s'ils le veulent. La présence des soldats américains y est un sujet récurrent depuis 1990. Les Etats-Unis avaient promis de retirer leurs troupes du royaume dès que l'opération serait terminée. Pour les Saoudiens, cela signifiait dès la libération du Koweït alors que pour les Américains, l'opération ne saura être achevée tant que Saddam Hussein reste au pouvoir. A la suite d'attentats qui ont visé la présence militaire américaine en 1995 et 1996, la question de l'allègement ou de la reconfiguration de la présence militaire avec un pré positionnement d'armes et une évacuation de troupes s'était déjà posée. Mais les Etats-Unis s'étaient alors bornés à replier leurs forces sur une seule base.

La tension entre Riyad et Washington ayant pris des dimensions plus sérieuses depuis le 11 septembre, la question d'une révision de la présence militaire américaine pourrait être cette fois-ci plus sérieusement à l'ordre du jour.

⁹² Il préside la commission de la défense.

⁹³ Carl Levin parle même de la possibilité de voir les Américains quitter la base aérienne Prince Sultan située près de Riyad au vu des restrictions qui leur y sont imposées par les Saoudiens.

⁹⁴ Début février 2002, elle a déclaré au quotidien arabe Asharq al-Awsat : « nous pensons que les arrangements (militaires) entre notre pays et le gouvernement saoudien sont bons pour la stabilité de la région ».

Conclusion

Entreprendre des changements économiques et politiques d'envergure, ou disparaître, telle est l'alternative à laquelle se trouve confrontée la famille royale saoudienne

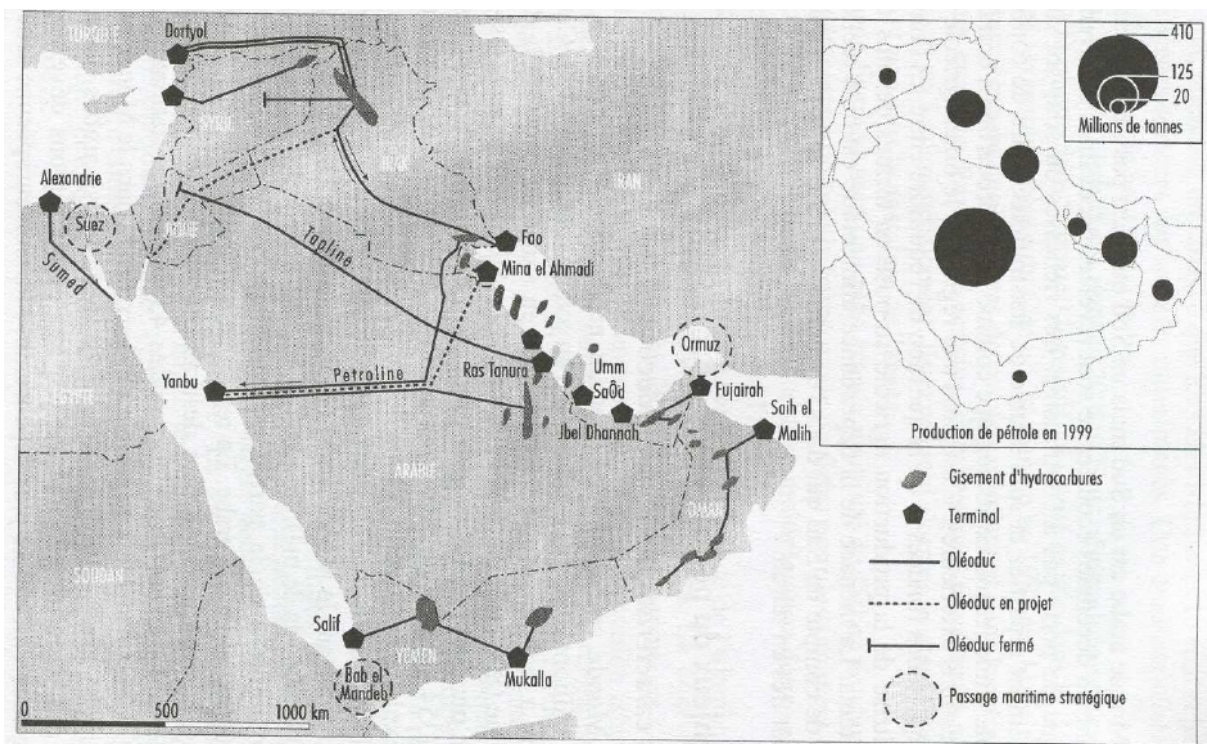
L'Arabie saoudite est une nation pétrolière exclusivement tournée vers l'exploitation des immenses ressources en hydrocarbures. Son système économique génère de gros profits mais ne crée pas d'emplois. Grâce aux dividendes juteux de la rente pétrolière, l'ensemble des besoins sociaux était généreusement pris en charge par l'Etat. Mais aujourd'hui, sous le poids d'une démographie galopante, le système s'effondre. La population augmente bien plus rapidement que les recettes pétrolières. S'il veut survivre, le gouvernement n'a plus d'autres choix que d'engager son pays sur la voie de l'économie de marché et de promouvoir croissance nationale et création d'emplois. Mais, en a-t-il les moyens ?

Un changement politique est également impératif. L'Arabie saoudite ne connaît ni liberté d'expression ni débat parlementaire⁹⁵. Les Saoud ont longtemps cherché à consolider leur pouvoir en jouant la carte fondamentaliste, encourageant les religieux dans leurs prêches anti-occidentaux, anti-américains et anti-israéliens. Ils ont financé, de par le monde, des milliers d'écoles coraniques où la haine de l'infidèle est enseignée. Les événements du 11 septembre 2001 ont tout changé. Depuis, les Américains ont de bonnes raisons de douter de la loyauté du royaume wahhabite car une majorité des terroristes détenaient un passeport saoudien et les moyens financiers dont dispose Ben Laden proviennent notamment de son ex-patrie. Les déclarations de plusieurs membres de la famille royale, rejetant la responsabilité des attentats sur la politique américaine au Proche-Orient, n'ont rien arrangé.

La stratégie des Saoud leur a permis de se maintenir au pouvoir pendant de longues années. Mais aujourd'hui, elle représente un vrai danger, tant pour la dynastie wahhabite que pour les Américains. Mais c'est à la maison Saoud qu'il incombera d'agir si elle veut perdurer et sauver son alliance avec les Etats-Unis. Est-ce en tournant le dos à sa culture conservatrice pour entrer dans la modernité qu'elle y arrivera ?

⁹⁵ Du moins pas selon les concepts occidentaux.

Annexe 1 : LE PETROLE AU MOYEN-ORIENT



Source : MUTIN Georges, Géopolitique du monde arabe, Editions ELLIPSES, 2001.

Annexe 2 : L'ARABIE SAOUDITE



Source : Le Dessous des Cartes, Arte, 13/01/2001.

Annexe 3 : LE TRACE DES FRONTIÈRES



Source : Le Dessous des Cartes, Arte, 13/01/2001.

Bibliographie

- BASBOUS Antoine, L'islamisme, une révolution avortée ?, Editions HACHETTE Littératures, 2000.
- CHABRY Laurent et Annie, Identités et stratégies politiques dans le monde arabo-musulman, Editions L'HARMATTAN, 2001.
- CHAUPRADE Aymeric et THUAL François, Dictionnaire de géopolitique, Editions ELLIPSES, 1998.
- CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique, constantes et changement dans l'histoire, Editions ELLIPSES, 2001.
- DA LAGE Olivier, Géopolitique de l'Arabie Saoudite, Editions COMPLEXE, 1996.
- De MARENCHES Alexandre, Atlas géopolitique, Editions du club France Loisirs, Paris, avec l'autorisation des Editions STOCK, 1988.
- Dictionnaire géopolitique, sous la direction de Yves LACOSTE, Editions FLAMMARION, 1995.
- FABRIES-VERFAILLIE Maryse, L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient dans le nouvel espace mondial, PRESSES UNIVERSITAIRES de FRANCE, 1998.
- FOULQUIER Jean-Michel, Arabie Séoudite la dictature protégée, Editions Albin MICHEL, 1995.
- KEPEL Gilles, Jihad expansion et déclin de l'islamisme, Editions GALLIMARD, 2000.
- KODMANI-DARWISH Bassma et CHARTOUNI-DUBARRY May, Golfe et Moyen Orient. Les conflits, Editions DUNOD, 1991.
- KODMANI-DARWISH Bassma et CHARTOUNI-DUBARRY May, Les états arabes face à la contestation islamique, Editions Armand COLIN, 1997.
- JEANDET Noël, Un golfe pour trois rêves, Editions L'HARMATTAN, 1993.
- LAURENS Henry, Paix et Guerre au Moyen-Orient, Editions Armand COLIN, 1999.
- LEVEAU Rémy, MERNIER Franck et STEINBACH Udo, Le Yémen contemporain, Editions KARTHALA, 1999.
- MUTIN Georges, Géopolitique du monde arabe, Editions ELLIPSES, 2001.
- NOUSCHI André, Pétrole et relations internationales depuis 1945, Editions Armand COLIN, 1999.
- QUID2001, sous la direction de Dominique et Michel FRENAY, Editions Robert LAFONT S.A., 2000.
- RAMSES 2001, sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet, Edition DUNOD, 2000.

Table des matières

INTRODUCTION	3
1 ETAT DES LIEUX : L'ARABIE SAOUDITE FACE A SES DEFIS	5
1.1 UN ROYAUME ISLAMIQUE ET CONSERVATEUR	5
1.2 UNE VOLONTE D' ASSUMER UN LEADERSHIP REGIONAL.....	6
1.3 LES DEFIS.....	6
2 L'EMERGENCE D'UNE PUISSANCE PETROLIERE (1920-1950).....	9
2.1 L'ENJEU DU PETROLE.....	9
2.2 LA MAINMISE AMERICAINE SUR LE PETROLE	10
2.3 L'ARABIE SAOUDITE AU RANG DE PREMIER PARTENAIRE ARABE DES ETATS-UNIS	11
2.4 L'ARABIE SAOUDITE SE POSITIONNE DANS LE MONDE ARABE ET MUSULMAN	12
3 L'EMANCIPATION PETROLIERE (1950-1973).....	14
3.1 L'ACCES AUX DIVIDENDES DU PETROLE.....	14
3.2 CREATION DE L'OPEP.....	15
3.3 UN NOUVEAU LEADERSHIP ARABE.....	17
3.4 LA RENTE PETROLIERE POUR FINANCER LE PROSELYTISME WAHHABITE	18
3.5 L'ACCES A UNE POSITION DOMINANTE DANS LE MONDE ARABE	20
4 LA MANNE PETROLIERE, FACTEUR D'ISLAMISATION (1973-1982)	22
4.1 L'ARME DU PETROLE ET LE PREMIER CHOC PETROLIER	22
4.2 LE SECOND CHOC PETROLIER ET LA CREATION DU CCG	23
4.3 LA PRISE DE CONTROLE DE L'ISLAM SUNNITE.....	24
5 LE CONTRE-CHOC PETROLIER (1982-1990).....	26
5.1 CRISE POUR LES PRODUCTEURS PETROLIERS	26
5.2 LA CONFRONTATION AVEC L'IRAN	27
5.3 LA CONSOLIDATION DU CONTROLE SUR L'ISLAM SUNNITE.....	27
6 LA GUERRE DU GOLFE ET SES CONSEQUENCES (1990-2001)	29
6.1 UN CATACLYSME POUR LE PAYS.....	29
6.2 LES ETATS-UNIS COMME GARANTS POUR LA SECURITE DU ROYAUME	29
6.3 L'HOSTILITE DES POPULATIONS ARABES	30
6.4 UNE DEPENDANCE ACCRUE VIS-A-VIS DES ETATS-UNIS.....	31
6.5 LA CRISE FINANCIERE	31
6.6 LE POUVOIR SAOUDIEN CONTESTE DE L'INTERIEUR	33
6.7 LA CONTESTATION ISLAMISTE INTERIEURE	34
7 L'APRES 11 SEPTEMBRE 2001	36
7.1 UNE NOUVELLE GEOPOLITIQUE DU PETROLE ?	36
7.2 UN ETAT ISLAMIQUE MAIS PAS RELIGIEUX.....	37
7.3 LA QUESTION DE LA PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE.....	37
CONCLUSION	39
Liste des annexes :	
Annexe 1 : LE PETROLE AU MOYEN-ORIENT.....	40
Annexe 2 : L'ARABIE SAOUDITE.....	41
Annexe 3 : LE TRACE DES FRONTIERES	42